

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Le-Manuel-ou-Plan-Organisateur-du-parfait-coup-d-Etat-en-Amerique-latine-s-exporte-bien>

"Le Manuel" ou "Plan Organisateur" du parfait coup d'État en Amérique latine, s'exporte bien.

- Notre Amérique - Terrorisme d'État -
Date de mise en ligne : samedi 4 octobre 2003

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

"Le Manuel" ou "Plan Organisatif" de la chaîne d'évènements qui mène au parfait coup d'État en Amérique Latine fut élaboré par une équipe de sociologues et de psychologues sociaux aux États-Unis, à la demande de leurs organismes d'intelligence.

Selon toute probabilité, ce fut un sous-produit de la déroute du corps expéditionnaire organisé par la CIA, à la Baie des Cochons, à Cuba. Auparavant, la doctrine golpiste en usage montrait la convenance d'une invasion par un corps militaire organisé, armé et instruit ad hoc, à la façon de l'armée, avec laquelle le Colonel Castillo Armas renversa le Gouvernement démocratique de Juan Jose Arevalo, au Guatemala en 1954, inaugurant un demi-siècle de terreur et d'assassinats de civils.

En divers pays d'Amérique Latine - depuis l'Argentine et le Chili en passant par l'Equateur et le Venezuela, incluant les pays d'Amérique Centrale et le Mexique - on connut publiquement dans la décade des années 60 le recrutement d'intellectuels universitaires ayant de l'expérience dans l'élaboration de rapports et d'enquêtes (au Venezuela on engagea une étude - bidon - au CEDES). Ces études provoquèrent une connaissance élevée des caractéristiques psychosociales des peuples latino américains et de logistique de leurs comportements. "Le Manuel" encore en usage, utilisait par conséquent des éléments de leur propre idiosyncratie (par exemple, leur esprit de groupe ou Don Quichotes), ainsi que leurs faiblesses et leur profil psychologique (leur vision du machisme, certaines peines ou hontes devant le groupe, particulièrement celui des femmes, etc.) pour atteindre leur objectif.

Parallèlement à ce *Manuel*, il exista d'autres documents qui structuraient des réponses pour d'autres situations, telles les guérillas ou les guerres prolongées.

Les lignes directrices du Manuel sont les suivantes :

1. L'objectif ultime du Plan conspiratif est d'obtenir l'adhésion d'un segment du Haut Commandement des Forces Armées pour l'utiliser contre un Gouvernement désaffecté, afin de faire assassiner la direction et les politiciens d'inspiration populaire du pays dont il s'agit.

Il ne s'agit pas de gagner la base sociale ou la majorité électorale, mais d'articuler des forces qui ouvrent un espace social et de conscience pour l'utilisation des Forces Armées à l'encontre de leur propre peuple.

2. Il s'agit d'une vision de la lutte sociopolitique que l'on visualise comme une guerre, laquelle se dénoue, en accord avec "Le Manuel", à partir de l'utilisation de corporations patronales, de syndicats et de groupes militants des couches moyennes, en butte à une gouvernement légitime. Au moment de sa construction, cette approche était en consonnance avec les craintes et l'idéologie de la guerre froide, et que l'on continue d'appliquer au présent, malgré les vacillations dans son application dans les périodes des présidents Carter et Clinton.

3. Le Plan de Déstabilisation ou du Coup, selon ce qui a été appliqué, débute avec la constitution, de la part du département d'Etat, de deux équipes ou "task forces" responsables à la fois de deux voies ou *suivies* d'actions et de tâches. Ces équipes sont interreliées au niveau d'une direction pour l'action politique dans le pays en question. En général, celui qui dirige les opérations est l'ambassadeur, mais on connaît des cas, comme celui du Chili dans les années 70, dans lequel

la direction fut exercée directement par le secrétaire d'Etat Henry Kissinger, et coordonnée localement par un

"Le Manuel" ou "Plan Organisatif" du parfait coup d'État en Amérique latine, s'exporte bien.

fonctionnaire d'un moindre rang dans l'ambassade. Cela permet de mieux tromper le Gouvernement d'Allende, lequel était confiant dans la rectitude d'un ambassadeur ami, sans s'imaginer que ce dernier, aussi, pût avoir été désinformé.

4. La première de ces équipes ou groupe de travail est, en général, chargée de structurer les mécanismes et les événements du milieu politique (promotion de leaders, structuration et renforcement de nouveaux et de vieux partis, réalisation d'alliances, initiatives politiques locales et internationales.

5. La seconde équipe se charge de la captation des secteurs golpistes civils et militaires, incluant lesdits et individualités achetables, influencables ou pouvant être soumises au chantage, de partis oppositeurs, et même du secteur populaire. Parallèlement, on s'occupe du paiement à des journalistes vénaux et au maintien financier des journaux, des radios et des canaux de télévision, de l'élaboration de l'information biaisée pour leurs acolytes, et d'autres tâches de guerre psychologique. Progressivement, on fait du sabotage à la structure du Gouvernement (incluant les infrastructures) et des actions d'appareils clandestins et de certains secteurs sociaux, influencés, financés ou infiltrés, tels qu'arrêt de travail, mise en place de "*niples*" et blocage de routes, accaparement d'aliment et de biens de consommation, de provisions et rechanges de fournitures agricoles et industrielles, de façon à produire un chaos économique et social tout le long d'un processus qui s'étend sur deux à trois ans.

6. Cette séparation en deux équipes opératives est réalisée afin de centrer chaque groupe sur la résolution centrale de chacun des aspects qui soutiennent l'État de droit en nos pays. Par la suite, la Coordination définit les actions conjointes.

Les aspects qui, on suppose, soutiennent l'État de Droit et qui doivent être affaiblis et minés sont, selon le Manuel :

a) La légitimité institutionnelle

b) L'ordre public

c) L'intangibilité territoriale

Ce dernier élément qui peut remettre en question l'État de Droit au travers de problèmes limitrophes ou territoriaux entre états voisins, est utilisé avec précaution par le département d'Etat, puisqu'il provoque de sérieux problèmes d'accentuer le visage du nationalisme, dont le contenu peut être contraire aux intérêts de la Métropole.

7. Le plan s'initie par le recrutement de la part de la première équipe, de quelques politiciens néoconservateurs ou fachistes, et de journalistes vénaux. Avec l'appui de ces promoteurs on donne naissance à la création d'un nouveau parti néofachiste (Patria et Libertad dans le cas Chilien, Arena au Salvador, Primero Justicia au Venezuela) dans lequel on attire des groupes intégristes tels ceux de Fiducia, TFP et des partis comme celui de Pena Esclusa dans le cas Vénézuélien. Par ce mécanisme débute une campagne de longue haleine vers les secteurs des classes moyennes, les femmes et les groupes d'immigrants afin de les éloigner d'une quelconque sympathie envers le Gouvernement national. Pour eux on utilise l'arrivisme social et une campagne de provocation qui emploie plusieurs fois, faussement d'ailleurs, le nom de groupes du Gouvernement, ou près de ce dernier, qui peuvent reproduire des attitudes xénophobes. Cette campagne est un des premiers actes public du Plan et n'apparaît pas dirigé contre le Gouvernement qu'il prétend déstabiliser. Parallèlement on stimule la xénophobie et le racisme envers les Noirs, les étrangers, les marginaux, les Cubains et même jusqu'aux groupes ethniques considérés comme exotiques comme les Chinois ou les Coréens et les indigènes. Dans quelques pays, comme l'Argentine, on a même inclus les Gitans et les Juifs.

8. Le regroupement politique qui se promeut entre les forces conservatrices ne fonctionne pas toujours spontanément vers une option golpiste, pour lequel on réalise un regroupement ; on réalise alors une alliance politique avec des secteurs conservateurs de l'Eglise. Cette relation est complexe et on préfère utiliser des prêtres de rang moyen et d'ordres non identifiés à l'extrême droite comme celui de l'Opus Dei. L'expression de ce mécanisme est l'image télévisée qu'on construit avec certains prêtres desquels, on les fait, ipso facto, voix du Haut Clergé. Au Chili le Père Hasbun, encore reconnu aujourd'hui comme le curé de la mort joua un rôle étoilé. Au Venezuela, on peut observer Mikel de Viana s.j. comme "voix", quoiqu'il y ait quelques évêques qui désireraient jouer ce rôle. On cherche cette figure ecclésiastique entre les prêtres catholiques et on l'utilise pour projeter un message de haine et de ressentiment envers le Président et ses supporters, lesquels passent, dans les médias sous contrôle du Plan, pour des hordes de méchants et des pervers. Ce message prépare les conditions de déshumanisation requises pour la répression extrême ultérieure que le Plan projette d'obtenir. L'expérience en Amérique Latine, jusqu'à maintenant, montre que, malheureusement, cette attitude anti-valorisante est endossée par un vaste secteur du clergé, et que postérieurement au coup d'Etat, le clergé fait la sourde oreille envers l'assassinat de prêtres compromis avec l'humble peuple. Qu'on aille voir sous ce rapport la première année de la répression au Chili, 1973-74.

9. Le Plan se consolide à travers des arrêts de travail et des grèves sectorielles, des corridas bancaires, des attaques à la monnaie, des rumeurs et des actes de déstabilisation qui vont s'interconnectant, et dont l'articulation est assurée avec l'argent de la mafia et les coupoles de syndicats-clés, telles celles des taxis, des chauffeurs d'autobus, des camionneurs et transporteurs. Dans la grande majorité des cas, la défense de leur monnaie de la part de leur Gouvernement facilite paradoxalement le maniement des ressources qui arrivent de l'extérieur avec l'objectif de déstabiliser. Aujourd'hui on sait que pour chaque arrêt de transport au Chili, le "task force" à cet égard, assignait \$5. par jour d'arrêt, et pour chaque camionneur, il était entendu que \$3. seulement arrivait à ce dernier, le reste revenant à leurs dirigeants. Ainsi un arrêt serait une bonne affaire, particulièrement pour les coupoles corrompues par la dirigeance corporative.

10. Parallèlement à ces faits, on crée une pénurie artificielle. Dans le cas du Chili, très divulgué par les milliers de Chiliens exilés avec Pinochet, on utilisa amplement l'achat massif et direct des marchés locaux par des agents et des alliés golpistes, de matières basiques pour la population (biberons, aiguilles à coudre, aliments pour bébé, sucre, lait, etc.) ainsi que la convocation ouverte, de la part de la presse affectée aux golpistes, aux industriels Chiliens, à utiliser l'huile comestible pour faire de la peinture et d'autres actes dissimulés.

11. Le Manuel golpiste informe le secteur qui coordonne cette seconde phase à stimuler l'accaparement de toute classe de biens pouvant être mis en conserve et non périssable. Dans le cas Chilien, pendant la deuxième année de gouvernance d'Allende, les entreprises commerciales retardèrent, de manière artificielle, l'approvisionnement de produits sur les marchés, produisant désordre dans la structure des prix et obligeant à un réajustement de la part du Gouvernement, lequel fut rendu responsable par la machinerie golpiste d'accaparement et de marché noir.

12. Le conflit fut plus évident lorsque vint le temps de la lutte pour l'information et la liberté d'opinion. Le Manuel indiquait également comment faire l'entrée de matériel électronique afin d'affecter le signal du canal télévisé d'Etat ou des radios partisans. Rentrèrent aussi l'argent à la presse golpiste afin de compenser la perte de lecteurs, de façon telle qu'on put même en offrir gratuitement. Au Chili, les groupes de l'Intelligence Service assassinèrent, à ce moment, un fonctionnaire du gouvernement local, et la lutte acquit une nuance qui laissa présager son futur.

13. Le "task force" chargé directement par les golpistes commença à recruter des militaires, des journalistes - spécialement des femmes - des politiciens et des dirigeants d'entreprises- clés. On préférait des femmes journalistes à la fin d'insulter les militaires et les Forces Armées, dans le but d'affecter plus efficacement leur honneur et leur image et, de ce fait, abaisser leur moral.

Célèbre fut cette femme :

Maria Eugenia Oyarzun au Chili ; et d'autres, plus tard, récompensées à l'ONU par la dictature. Au Venezuela, **Ibeyce Pacheco**, **Patricia Poleo**, **Marianela Salazar** et **Marta Colomina** sont des journalistes dont les sources, fréquemment, sont des oeuvres des laboratoires de l'Intelligence Service étrangère.

14. Cette même équipe ou groupe de tâches s'occupait de capter les femmes et les proches des militaires afin de les assigner à des opérations de démoralisation de ces derniers : leurs tâches initiales, au-delà du foyer, étaient d'apparaître à leurs quartiers et d'humilier, d'effrayer et de cracher sur les Généraux et les Colonels, et de faire pression sur leurs proches. En même temps, la presse banalisait ces faits, les faisant apparaître comme des expressions spontanées de l'imagerie de l'Armée sur la rue, même avec des uniformes noirs et bruns, portant des insignes fascistes ou non. Les canaux de télévision et de radios se détachèrent progressivement des chaînes présidentielles, au début pour quelques minutes, d'autres passant l'auditoire à d'autres chaînes oppositrices, dans lesquelles la presse golpiste indiquait dans ses titres les tâches conspiratives du jour et de la semaine. La SIP dénonça au Chili l'absence de liberté malgré que ces médias qualifiaient le président de lourdeau, de dégénéré sexuel et d'inepte dans ses transmissions et ses éditions, et l'on se dédiait uniquement à la désinformation, selon le rôle conspiratif dévolu.

15. A la suite d'une ou deux grèves patronales et/ou des transports, on réalisa une Répétition ou un Ensemble de répétitions de manière à savoir quelles étaient les inclinaisons des commandements militaires décisifs. Cela fut un des rares moments de faiblesse du Manuel, qui fut cautionné par un Gouvernement conscient du caractère conspiratif du Plan. Au Chili cet évènement, conclu sans de meilleures coordinations, consistant en une mobilisation inconsultée de tanks, fut avorté par la mobilisation populaire et l'Unité du Haut Commandement sous la conduite du Général constitutionnaliste Carlos Prats. Postérieurement au coup d'Etat, ce Commandant en Chef fut assassiné à Buenos Aires.

16. La phase décisive commença avec les tentatives de neutraliser le commandement de Généraux constitutionnalistes et l'Unité de Corps du Haut Commandement. Au Chili cela se réalisa en contrecarrant le Commandant Général en Chef Prats à travers une série d'accusations, d'évènements et d'épisodes contre lui et sa famille, qui permirent de miner sa confiance à ne plus pouvoir compter sur le plein endossement du Président et de ses compagnons d'armes. L'on monta contre lui des attaques de femmes, de véhicules et d'autres qui le présentèrent isolé, désarmé, sans appui, sans réponse, l'obligeant finalement à renoncer. Au Venezuela ces places stratégiques sont actuellement occupées par les Généraux Lucas Rincon et Béisario Landis, contre qui, nous verrons dans un futur proche, redoubler les attaques de la conspiration.

17. Une fois que les conspirateurs réussirent à affaiblir l'autorité verticale du Haut Commandement, on commença les violations de la police et, postérieurement, de secteurs de la Force Armée, à l'encontre de secteurs populaires sous quelque prétexte, exagérant les découvertes réelles ou supposées d'armes, de drogues ou de littératures illicites qualifiées de "subversive". On chercha ainsi à accentuer une contreposition entre l'opposition et la Force Armée, et à générer dans la population un esprit de résignation et de déroute.

18. Aux derniers jours du Président Allende, malgré l'apparent succès d'une gigantesque mobilisation populaire en face du Palais du Gouvernement, celui-ci s'adressa en termes conciliateurs à l'Opposition lui offrant de renoncer avec le simple compromis d'une élection postérieure sous contrôle de l'Opposition. Cette déclaration fut sa sentence de mort ainsi que celles de milliers de chiliens, incluant les Généraux Constitutionnalistes, des prêtres de quartiers, et même des personnages qui se prêtèrent à la conspiration, comme ce fut le cas du Président Frei (empoisonné postérieurement selon la dénonciation de ses enfants).

19. Le jour du dernier évènement pré-golpiste, on fit circuler des pamphlets de guerre psychologique avec des photographies truquées montrant des actes contre-nature du Président avec des chiens. On inventa en même temps

"Le Manuel" ou "Plan Organisateur" du parfait coup d'État en Amérique latine, s'exporte bien.

un **Plan Z** (que la CIA donna instruction d'attribuer à la gauche) qui, prétendument, compromettait les secteurs de la gauche et les "forces spéciales" cubaines en un soulèvement et ultérieurement à l'assassinat d'officiers de l'Armée. Avec ce qui est dit antérieurement, et la haine fasciste accumulée, le massacre d'amples secteurs du peuple chilien était diaboliquement regardé et préparé par le Plan Conspiratif mentionné.

Si les lignes précédentes peuvent servir afin de transmettre le schéma général du Parfait Coup d'Etat en Amérique Latine, rendu exemplaire par la douloureuse expérience Chilienne, nous nous sentirons avoir accompli un devoir élémentaire de loyauté envers tant d'hommes du peuple, de soldats d'honneur et de nobles dirigeants tels que :

Salvador Allende, les Généraux en Chef Carlos Prats et Rene Schneider, le Général Galindo Bachelet, et des milliers de patriotes civils et militaires, desquels, à un haut pourcentage, depuis plus de 30 ans, on ne retrouve pas encore leurs corps.

(*) A la mémoire de Enrique Maza Carvajal, étudiant en Ingénierie, Vénézuélien, assassiné à Vecuna Mackena, Santiago de Chili, pendant le coup d'Etat d'Augusto Pinochet, le 11 septembre 1973. Enrique Maza (pellizco) fut assassiné, selon les témoins, pour la couleur " brune " de sa peau.